ACTES DU COMITE
DE RECONCILIATION NATIONALE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU COMITE

DECRET N° 67-12 du 19-1-67 portant nomination du chef du corps des gardiens de circonscription.

LE PRESIDENT DU COMITE
DE RECONCILIATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance no 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les lois 63-7 du 17 juillet 1963 et 64-26 du 31 octobre 1964 portant statut général des personnels militaires ;

Vu le décret no 66-203 du 17 novembre 1966 portant création du corps des gardiens de circonscription ;

Vu la décision no 170-D-PR/MDN du 28 septembre 1965 portant détachement de personnel militaire,

DECRETE :

Article premier — Le lieutenant Kota Benoît, détaché au ministère de l'intérieur, est nommé chef du corps des gardiens de circonscription pour compter de sa date de prise de service.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 19 janvier 1967.

Colonel K. Dadjo

DECRET N° 67-13 du 19-1-67 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat pour le kapok de la récolte 1966.

LE PRESIDENT DU COMITE
DE RECONCILIATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance no 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu la loi no 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'Office des Produits Agricoles du Togo ;

Vu le décret no 66-92 du 10 mai 1966 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de l'Office des Produits Agricoles du Togo pour le kapok de la récolte 1966 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme,

DECRETE :

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1966 est fixée au 6 janvier 1967.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 19 janvier 1967.

Colonel K. Dadjo

DECRET N° 67-14 du 19-1-67 portant modification des statuts de la société togolaise d'hôtellerie.

LE PRESIDENT DU COMITE
DE RECONCILIATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance no 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu le décret no 63-122 du 20 septembre 1963 portant abrogation du décret no 63-80 du 6 juillet 1963 et définition des attributions du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Vu l'arrêté no 60-PM du 19 mars 1960 autorisant la constitution d'une société d'économie mixte dite « Société Togolaise d'Hôtellerie »,

DECRETE :

Article premier — Les statuts de la société togolaise d'hôtellerie approuvés par arrêté no 60-PM du 19 mars 1960 sont remplacés par les nouveaux statuts annexés au présent décret.

Art. 2 — Le ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 19 janvier 1967.

Colonel K. Dadjo.

SOCIETE TOGOLAISE D'HOTELLERIE

Société d'Economie Mixte

au Capital de 25.000.000 de Frs CFA

Siège social: Lomé (Togo)

STATUTS

TITRE PREMIER

Définition

Article premier — Il est créé une Société d'Economie Mixte dite Société Togolaise d'Hôtellerie « STH » régie par les dispositions des présents statuts.

Art. 2 — La STH est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle exerce son activité conformément aux lois et usages du commerce.

TITRE II

Siège social

Art. 3 — La STH a son siège social à Lomé, Hôtel « Le Bénin ». Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire par décision du conseil d'administration.

TITRE III

Objet

Art. 4 — La Société Togolaise d'Hôtellerie a pour objet : la gestion et l'exploitation :

1) de l'hôtel « Le Bénin » et des établissements annexes (bar-restaurant de l'aéroport, magasin hors taxes de l'aéroport etc...).

2) d'autres établissements hôteliers que la société peut construire ou dont la gestion peut lui être confiée.